

Le Japon joue une partie commerciale serrée

© 18/04/2014 |  Terre-net Média

Tokyo, 18 avr 2014 (AFP) - Avec la venue du président Obama fin avril à Tokyo puis une tournée européenne de son Premier ministre Shinzo Abe début mai, le Japon joue une partie commerciale serrée : il négocie deux ambitieux accords de libre-échange, mais rechigne toujours à ouvrir des pans de son marché.

Il y a environ un an, le Japon s'est engagé quasi simultanément dans des négociations trans-Pacifiques sous la houlette des Etats-Unis (le TPP, au total 12 pays représentant 40 % du PIB mondial) mais aussi avec l'Union Européenne, avec qui le Japon pèse en cumulé 30 % de l'économie du monde et 40 % de son commerce.

Si la conclusion du TPP, tant voulue par Washington avant la fin 2013, a été reportée, c'est de l'avis général du fait essentiellement du Japon qui a résisté aux appels pressants des Etats-Unis concernant son marché agricole. Car Tokyo ne veut rien lâcher sur ses cinq « vaches sacrées » : sucre, riz, blé et produits à base de céréales, produits laitiers, bœuf et porc.

Dix-huit heures de discussions bilatérales pied à pied la semaine dernière à Tokyo n'ont pratiquement rien donné, et côté américain commence à poindre l'agacement. Au point qu'un élu républicain du Congrès, David Camp, a suggéré que le TPP se passe du Japon. Le négociateur en chef japonais va tenter cette semaine à Washington de débloquer la situation à dix jours d'une visite d'Etat au Japon de Barack Obama, lui-même pressé d'arracher un accord alors que de cruciales élections de mi-mandat se profilent.

De plus, Tokyo a enfoncé un coin dans le TPP en concluant en solo un accord avec l'un des 11 autres participants : l'Australie. Le Japon a entrouvert son marché du bœuf avec une baisse des droits de douane, mais très graduellement sur 18 ans. Pour nombre d'analystes, l'avantage et la manœuvre politiques sont évidents : Tokyo peut désormais claironner que, contrairement aux critiques, il est capable d'ouvrir son marché.

Une autre horloge tourne

« Un accord bidon », s'est exclamée la vice-présidente pour l'Asie de la Chambre de commerce américaine Tami Overby. Pour elle, on est « très loin » des ambitions du TPP souhaité par Washington, rappelant que la règle est que tout doit être discuté sans exceptions. « Avec ses exclusions et exceptions, (cet) accord ne peut constituer un précédent pour le TPP », a-t-elle conclu.

Si apparemment Tokyo « joue la montre » pour le TPP, il sait qu'une autre horloge tourne : celle de l'UE qui, en mai, décidera de continuer ou suspendre les discussions au vu des progrès du Japon depuis un an, surtout concernant les barrières non tarifaires (NTB) qui cadent de nombreux marchés nippons tels que le transport ferroviaire, les médicaments, les aliments, mais aussi bloquent l'accès aux marchés publics, etc.

Pour Tokyo, l'enjeu essentiel est que Bruxelles démantèle totalement ses droits de douane sur les voitures « made in Japan », « le gros lot » selon le terme d'un diplomate. Japonais et Européens ont négocié cinq jours à Tokyo début avril et si, selon un spécialiste, « on est encore loin du compte », il semble que la 5ème session de discussions ait été « positive », indique à l'AFP une source proche des négociations sous couvert d'anonymat.

Les deux camps ont pu d'ailleurs échanger une première offre globale. « Nous avons essayé de répondre aux demandes de l'UE », indique à l'AFP Katsuro Nagai, responsable de l'économie internationale au ministère des Affaires étrangères, parlant de « percée ». Une autre source japonaise évoque même d'« importantes concessions » dans certains domaines, sans plus de précisions.

Côté japonais, on pense dès lors que la clause « stop ou encore » ne sera pas activée en mai par Bruxelles. Selon les informations recueillies par l'AFP, le processus semble effectivement faire son petit bonhomme de chemin, de façon plus discrète que le TPP qui comprend le poids lourd américain. « Négociations sur les rails », « bons progrès » par exemple sur les produits industriels, « un certain optimisme », entendait-on après le 5ème rendez-vous de discussions UE/Japon.

Reste que les deux parties n'ont pas inclus dans leurs premières offres les « sujets qui fâchent » : une élimination complète réclamée par Tokyo des droits de douanes européens sur les voitures nippones, un accès plus large demandé par les Européens au marché agricole japonais, par exemple le vin, et sans une interminable période de transition qui « ne pourrait être acceptée dans l'offre finale », confie à l'AFP un expert. Japonais et Européens se retrouveront le 7 mai pour un sommet à Bruxelles, en présence de M. Abe.